

Toutes les inégalités de l'inflation...

Les communicants nous disent que l'inflation mondiale recule, certes, de 8,7% en 2022 à 5,2% en 2024, en passant par 7% en 2023. Ils en oublient de préciser que **ces chiffres s'accumulent** : nos niveaux de pouvoir d'achat ont ainsi déjà considérablement chuté depuis 2022 ! Le second souci est que ces chiffres masquent des **disparités importantes entre les pays**. Nous pourrions citer l'Argentine qui a subi une inflation de 211,4% en 2023, tandis que le Danemark et l'Italie s'en sont sortis avec +0,9% dans le même temps.

Mais les inégalités ne varient pas seulement en fonction des frontières : l'OFCE a ainsi publié que si 10% des ménages subissent une inflation inférieure à 3,3%, 10% des ménages s'asphyxient avec 6,9% de hausse des prix. Les facteurs qui déterminent ces écarts sont la **catégorie-socio professionnelle** : les ouvriers ou employés subissent un choc plus marqué qu'un ménage de cadres, **l'âge de la personne de référence** du foyer, et la **position sur l'échelle du niveau de vie** : au plus, on se trouve sur les marches les plus hautes, au moins on souffre de l'inflation. Sans surprise, les pertes de pouvoir d'achat sont clairement concentrées chez les plus pauvres et les familles monoparentales, avec des **ouvriers et employés désavantagés par rapport aux cadres**.

L'AEFE ne tient malheureusement aucun compte de toutes ces disparités !

Pour le Sgen-CFDT, il est temps de **se concentrer sur la situation économique du personnel, administratif, éducatif, enseignant, ouvrier - en recrutement local, et du personnel enseignant - en détachement**.